

# À agence mondiale, personnel mondial.



Les personnels de l'AFP se sont massivement saisis de l'élection de leurs deux représentants au Conseil d'administration qui a eu lieu du 10 au 20 juin 2014. De Kinshasa à Kuala Lumpur, en passant par Lima ou Washington, Moscou ou Hong Kong, Gaza ou Jérusalem, Montevideo ou Tokyo, de très nombreux salariés locaux ont fait usage de leur nouveau droit, tandis que les électeurs « traditionnels » se sont eux aussi fortement mobilisés.

Indépendamment des enjeux de ce scrutin et de son résultat, la surprise vient de l'importante progression de la participation par rapport à la précédente élection de 2011.

L'analyse détaillée des résultats<sup>1</sup>, réalisée par SUD, permet de réviser des idées reçues.

## Les personnels locaux ont répondu « présent »

Sur les 855 journalistes ayant participé au vote, 522 relèvent du droit français (statut siège), 333 du droit local. Parmi les 449 « non-journalistes » qui se sont exprimés, 322 ont des contrats français et 127 des contrats locaux.

Près d'un demi-millier de salariés ne bénéficiant pas du « statut siège » ont répondu « présent ». C'est un fait nouveau, que SUD salue avec satisfaction, puisqu'il s'agit là de l'avant-dernière étape d'une longue lutte que nous avons menée pour que ce scrutin international - le seul permettant à l'ensemble des personnels de l'AFP de s'exprimer - devienne véritablement mondial et se déroule sans discrimination<sup>2</sup>.

Seuls les salariés de l'agence travaillant en langue allemande et la plupart des CDD - même présents de longue date - restent encore exclus. Une exclusion que nous souhaitons voir abolie lors du prochain scrutin, prévu en 2017.

## Forte mobilisation des journalistes

Les fausses certitudes selon lesquelles « *journaliste rime avec abstentionniste* » ou « *les non-journalistes votent comme un seul homme* » sont clairement démenties par les faits, dès lors que l'on ne s'arrête pas aux chiffres globaux.

Certes, au niveau mondial, sur 2.021 **journalistes** inscrits, le taux de participation n'est que de **42,3%**. Mais il est en forte hausse par rapport à 2011 lorsqu'il n'était que de 31,58%. Et, surtout, ce taux global recouvre des réalités fort disparates. Chez les **personnels techniques et administratifs**, le taux global de participation a atteint les **57,4%** (contre 46,48% en 2011).

Voici comment se répartissent les 855 **journalistes** qui se sont exprimés :

	Votants	Non-votants	Inscrits	Participation
CDI en France	361	239	600	60,2%
EXI (CDI expatriés)	114	61	175	65,1%
Pigistes en France	43	154	197	21,8%
Autres (CDD, apprentis...)	4	15	19	21,1%
<b>Total journalistes siège</b>	<b>522</b>	<b>469</b>	<b>991</b>	<b>52,7%</b>
Locaux CLI, CLD, CRE	264	354	618	42,7%
Pigistes locaux	69	343	412	16,7%
<b>Total journalistes locaux</b>	<b>333</b>	<b>697</b>	<b>1.030</b>	<b>32,3%</b>
<b>Total journalistes monde</b>	<b>855</b>	<b>1.166</b>	<b>2.021</b>	<b>42,3%</b>

<sup>1</sup> Le vote est secret, les listes d'émargement sont confidentielles

<sup>2</sup> Ce nouveau droit collectif n'existerait pas sans l'action en justice menée par SUD entre 2008 et 2011.  
Cf. <http://www.sud-afp.org/spip.php?article46>

Et voici la répartition chez les « **non-journalistes** » :

	<b>Votants</b>	Non-votants	Inscrits	Participation
Ouvriers	90	45	135	66,7%
Employé-e-s	68	43	111	61,3%
Cadres administratifs	84	51	135	62,2%
Cadres techniques	77	45	122	63,1%
Autres (CDD, apprentis...)	3	18	21	14,3%
<b>Total « non-J » siège</b>	<b>322</b>	<b>202</b>	<b>524</b>	<b>61,5%</b>
Administratifs locaux	95	110	205	46,3%
Techniciens locaux	32	19	51	62,7%
<b>Total « locaux »</b>	<b>127</b>	<b>129</b>	<b>256</b>	<b>49,6%</b>
<b>Total « non-J » monde</b>	<b>449</b>	<b>331</b>	<b>780</b>	<b>57,6%</b>

Toutes catégories confondues, les titulaires **statut siège** ont massivement voté : entre 60,2 et 66,7% de participation. Chez les **personnels locaux**, ce taux varie entre 42,7 et 62,7% ; cela traduit sans doute une forte attente de voir mieux défendus leurs intérêts en tant que **salariés à part entière** d'une agence qui agit mondialement mais qui ne donne pas à **tous** les mêmes droits professionnels, sociaux et démocratiques.

A l'inverse, parmi les personnels du siège qui bénéficient depuis toujours du droit de vote, certains salariés, voire groupes de salariés, ont choisi de s'abstenir.

## Pluralisme et démocratie

Quant aux **résultats** de l'élection 2014, les voici en détail :

<b>Journalistes</b>	Voix	%
De Courson	535	63,6%
Douaihy	263	31,2%
Cisneros	43	5,1%
Valablement exprimés	841	
Votes blancs	14	
<b>Total votants</b>	<b>855</b>	

<b>« Non-Journalistes »</b>	Voix	%
Faye	322	74,0%
Chatorrier	113	26,0%
Valablement exprimés	435	
Votes blancs	14	
<b>Total votants</b>	<b>449</b>	

Dans chacun des deux collèges, le candidat gagnant a été élu avec une **nette majorité** : le président de la Société des journalistes (SDJ) Roland de Courson et le secrétaire (CGT) du Comité d'entreprise Philippe Faye. Parallèlement, l'existence d'une **forte minorité** témoigne du pluralisme et du choix démocratique qui était offert aux personnels : chez les journalistes, Samir Douaihy, soutenu par les syndicats CGT, FO et *SUD*, recueille près d'un tiers des voix ; chez les « non-journalistes », Benoît Chatorrier, candidat *SUD*, rassemble plus du quart des voix sur son nom.

Nous avons tenu à faire partager ces constats qui peuvent aider à analyser le résultat électoral. *SUD* ne manquera pas d'en tirer les conséquences. En attendant, nous nous associons à ce que Samir Douaihy a écrit dans son message post-électoral :

*« En cumulant les résultats des deux collèges (journalistes et non-journalistes), on constate que les candidats soutenus par les organisations m'ayant apporté leur soutien ont obtenu un total de 698 voix sur 1.276 votes, soit 54,70% des suffrages exprimés. Conclusion : sur l'ensemble de la maison, la tendance majoritaire est celle qui se montre la plus attachée au statut actuel de l'AFP, qui stipule que l'AFP est tout entière une mission d'intérêt général et qui fait de l'indépendance de l'AFP une obligation légale. Notre Maison est divisée grosso modo en deux tendances : l'une d'abord vigilante, l'autre plutôt réformiste. Il est donc juste qu'à l'issue de ce scrutin, le personnel soit désormais représenté au Conseil d'administration de l'AFP par deux élus, chacun représentant l'une de ces deux sensibilités. »<sup>3</sup>*

Paris, le 9 juillet 2014

**SUD-AFP (Solidaires - Unitaires - Démocratiques)**

**Sud**  
Solidaires  
AGENCE FRANCE PRESSE

<sup>3</sup> Cf. <http://www.sud-afp.org/spip.php?article266>